

**REGLEMENT D'APPEL PUBLIC A CANDIDATURES (RAPC)**

**Phase « Appel public à candidatures »**

établi en application du Code de la Commande Publique

Acheteur public : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE POITIERS  
2 rue de la Milétrie  
CS 90577  
86021 POITIERS CEDEX

Objet de la consultation :

---

**Exploitation, conduite et maintenance des installations de chauffages, ventilation, Froid et ECS  
avec prestation de performance énergétique**

---

Consultation n°25S159

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Procédure avec négociation en application des articles L.2124-3, R.2124-3 et R.2161-12 à R 2161-20  
du code de la commande publique.

**Date et heure limites de  
remise des candidatures :**

**Lundi 19 janvier 2026 à 16h00.**

*Le fuseau horaire de référence est celui en vigueur à Paris*

Plate-forme des Achats de l'Etat  
[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

**REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE**

Service  
**DUME**



# REGLEMENT D'APPEL PUBLIC A CANDIDATURES (RAPC)

## SOMMAIRE

Article 1. - Objet de la consultation – durée du marché .....	3
1.1. -Objet de la consultation .....	3
1.2. -Durée du marché .....	3
Article 2. - Etendue de la consultation .....	3
Article 3. - Dispositions générales .....	5
3.1. -Décomposition du marché projeté .....	5
3.1.1. -Tranches .....	5
3.1.2. -Allotissement .....	5
3.2. -Forme juridique de l'attributaire .....	5
3.3. -Réponses aux questions des candidats et modification de détail au dossier de consultation .....	5
3.4. -Nomenclature communautaire pertinente.....	6
Article 4. - Délais de validité des candidatures .....	6
Article 5. - Présentation des candidatures .....	6
5.1. -Documents à produire.....	6
5.2. -Documents et renseignements disponibles par voie électronique et/ou déjà transmis précédemment .....	9
5.3. -Langue de rédaction des propositions .....	9
5.4. -Unité monétaire.....	9
5.5. -Visite de site au stade de dépôt des candidatures .....	10
Article 6. - Conditions d'envoi des propositions .....	10
6.1. Date et heure limite de réception : .....	10
6.2.-Modalités de transmission électronique .....	10
Article 7. - Jugement des candidatures .....	10
7.1. Critère de jugement des candidatures : .....	10
Article 8.Variantes phase offres.....	11
8.1.Variantes à l'initiative des candidats autorisés à présenter une offre.....	11
8.2. Variantes à l'initiative de la personne publique en phase offres.....	11
Article 9.Renseignements complémentaires .....	11
Article 10.Notification électronique .....	12
Article 11.Voies de recours .....	12

## **Article 1. - Objet de la consultation – durée du marché**

### **1.1.-Objet de la consultation**

La consultation porte sur les prestations désignées ci-après :

**« Exploitation, conduite et maintenance des installations de chauffages, ventilation, Froid et ECS avec prestation de performance énergétique ».**

La prestation de la présente consultation consiste en :

➤ **Prestations de maintenance et conduite avec fournitures de pièces - P2 :**

Il s'agit d'assurer les prestations, de conduite, de maintenance préventive, d'entretien, de surveillance des installations avec dépannages et service d'astreinte.

Il inclut toutes les pièces ou équipements dont la valeur unitaire (prix d'achat fournisseur) est inférieure ou égale à 800€HT.

➤ **Prestation de Gros Entretien et Renouvellement GER – P3**

Il s'agit des réparations nécessaires (pièces détachées et main d'œuvre) sur les installations dont la valeur unitaire de la pièce dépasse celui de la prestation P2. Il inclut également le renouvellement des équipements à neuf.

➤ **Prestation de Performance Energétique avec Intéressement**

Il s'agit d'un engagement de performance énergétique sur les consommations avec la mise en place d'actions de performance énergétique (APE) et d'un protocole IPMVP (*International Performance Measurement & Vérification Protocol*).

### **1.2.-Durée du marché**

Le marché public sera conclu pour une période contractuelle initiale allant de sa date de notification au 31 décembre 2033.

Puis il pourra être reconduit 3 fois par période de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2036 inclus.

La décision de reconduire le marché public interviendra de manière tacite, sans que le pouvoir adjudicateur n'ait à en avertir le titulaire. Le cas échéant, la décision de ne pas reconduire le marché interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la fin de la période en cours du marché public. Selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non reconduction du marché public, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour la partie non exécutée.

## **Article 2. - Etendue de la consultation**

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure avec négociation établie en application des articles L.2124-3, R.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-20 du code de la commande publique. Cette procédure permet à l'acheteur public de négocier les conditions du marché avec un ou plusieurs opérateurs économiques si l'acheteur se trouve dans l'un des cas énumérés à l'article R.2124-3 du code de la commande publique, en l'espèce :

Lorsque le besoin consiste en une solution innovante. Sont innovants les travaux, fournitures ou services nouveaux ou sensiblement améliorés. Le caractère innovant peut consister dans la mise en œuvre de nouveaux procédés de production ou de construction, d'une nouvelle méthode de commercialisation ou d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de l'entreprise » (article R.2124-3 2° du code de la commande publique).

En effet, le marché comprend une prestation de performance énergétique spécifique visant à définir une cible contractuelle de consommation, que le candidat devra proposer, justifier et sur laquelle il devra s'engager. Cette démarche requiert de sa part l'analyse des consommations, l'élaboration de modèles de référence et de protocoles conformes à l'IPMVP, ainsi que la proposition d'actions de performance énergétique innovantes pouvant intégrer des investissements. Il devra justifier ses propositions par des notes de calcul et également mettre en place tout un processus de suivi des consommations afin d'atteindre son objectif.

Cette procédure de consultation se décompose en deux phases :

- **Phase n°1 « Appel public à candidatures »** : L'appel public à candidatures a pour objet d'arrêter la liste des candidats admis à présenter une offre, par application de critères de notation définis dans le présent RAPC. Les candidats intéressés par la présente consultation sont invités à remettre leur candidature dans les conditions fixées au sein du présent document. A l'issue de l'analyse, l'ensemble des candidatures répondant aux critères d'analyse seront admis à présenter une offre.
- **Phase n°2 « Offres »** : Cette phase restreinte permet de retenir une offre, sans ou avec un ou plusieurs tours de négociation. Les candidats admis à présenter une offre seront destinataires d'une invitation à soumissionner accompagnée d'un DCE complet transmis via la plateforme de dématérialisation PLACE. Ils disposeront d'un délai minimal de 30 jours pour remettre une offre. A l'issue d'une première analyse des offres initiales, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mener un ou plusieurs tours de négociations ou de ne pas négocier. Ainsi, le marché peut être attribué sur la base des offres initiales.

Si l'étape des négociations est mise en œuvre, les candidats dont les offres n'auront pas été déclarées inappropriées ou anormalement basses, seront admis à négocier.

Le nombre de candidats admis à négocier en premier tour n'est pas limité.

Les éventuelles phases successives ont pour objet de réduire le nombre d'offres à négocier.

Les négociations se dérouleront par entretiens (présentation de l'offre, modification importante de l'offre, etc.) et/ou par échanges électroniques (précisions sommaires, etc.).

En cas de modifications apportées aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, ceux-ci seront notifiés par écrit à l'ensemble des candidats admis en phase de négociations qui disposeront alors d'un délai d'au moins 7 jours pour modifier et/ou présenter à nouveau leur offre.

En vertu de l'article R.2161-17 du code de la commande publique, les exigences minimales que doivent respecter les offres et les critères d'attribution ne peuvent pas faire l'objet de négociations.

Lorsque l'acheteur public estimera que les négociations peuvent être conclues, il informe les candidats de la date limite de remise des offres finales et de leur présentation.

Ces offres finales sont analysées par application des critères fixés, notées puis classées. Le marché sera attribué à l'offre classée en première position, sous condition de transmission par le titulaire pressenti, dans le délai imparti, des documents mentionnés à l'article 5-1 du présent règlement « Documents à fournir par le candidat retenu ».

La présente consultation donnera lieu à un marché public.

L'estimation de la consultation s'élève à 11 Millions d'euros, pour la durée totale du marché projeté.

## **Conduite de maintenance et bureau d'études technique**

La conduite d'opération est assurée par Monsieur Dimitri NEEL de l'équipe Unité Maintenance Exploitation ([dimitri.neel@chu-poitiers.fr](mailto:dimitri.neel@chu-poitiers.fr) – 05 49 44 38 74) de la **Direction des Constructions, du Patrimoine et de la Transition Ecologique du Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers**.

Le bureau d'études technique sera assuré par le cabinet **NB ENERGIE**, représenté par Monsieur Maxime GERAUD.

### **Article 3. - Dispositions générales**

#### **3.1.-Décomposition du marché projeté**

##### **3.1.1.-Tranches**

Le marché est divisé en 2 tranches définies comme suit :

- Tranche ferme : Site de la Milétrie, Beaubâton, LUSIGNAN, MONTMORILLON
- Tranche optionnelle : Les sites de CHATELLERAULT et LOUDUN

##### **3.1.2.-Allotissement**

Les prestations objet de la consultation ne sont pas alloties pour le motif suivant : prestations de type homogène, techniquement indissociables.

#### **3.2.-Forme juridique de l'attributaire**

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf après autorisation donnée par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article R.2142-26 du code de la commande publique.

En application de l'article R 2151-7 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, l'un des prestataires membres du groupement est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Celui-ci représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonnera les prestations du marché.

Les candidatures et offres doivent être signées, soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires.

Lors de l'attribution du marché aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique mais le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

#### **3.3.-Réponses aux questions des candidats et modification de détail au dossier de consultation**

Le candidat doit s'identifier sur le portail PLACE lors du retrait de dossier afin de recevoir tout renseignement concernant une éventuelle modification de dossier et les réponses aux questions posées par les candidats.

Afin de ne pas repousser la date limite de remise des plis, la personne publique se réserve la possibilité de ne pas apporter de réponse aux questions des candidats posées dans les 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures.

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront, alors, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. En cas de modification de détail dans un délai inférieur à celui mentionné ci-dessus, la date limite de remise des plis sera repoussée afin que les candidats disposent du même nombre de jours avant la remise des plis.

### **3.4.-Nomenclature communautaire pertinente**

Les références à la nomenclature européenne CPV associées à la présente consultation sont les suivantes :

#### **Références principales :**

- CPV n°50720000-8- Services de réparation et d'entretien de chauffage central
- CPV n°50730000-1- Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération

#### **Références secondaires :**

- CPV n°50531000-6 – Services de réparation et d'entretien de machines non électriques
- CPV n°50531100-7 – Services de réparation et d'entretien de chaudières
- CPV n°50531200-8 – Services d'entretien d'appareils à gaz
- CPV n°50500000-0- Services de réparation et d'entretien de pompes, de vannes, de robinets, de conteneurs en métal et de machines.

## **Article 4. Calendrier prévisionnel**

La présente consultation s'adresse à tout candidat réunissant les compétences et les moyens nécessaires à l'exécution des prestations citées en objet. Les compétences seront analysées au vu des critères mentionnés à l'article 7 du présent document.

#### **Calendrier prévisionnel de la procédure :**

1. Lancement de la consultation – phase candidature : 19/12/2025
2. Remise des candidatures : 19/01/2026 avant 16h00
3. Lancement de la consultation – phases offres : 29/01/2026
4. Remise des offres initiales : 01/03/2026
5. Négociations (éventuelles) : semaine 10
6. Fin des négociations et remise de l'offre finale : semaine 11
7. Attribution du marché : 23/04/2026
8. Prise en main : 01/06/2026
9. Prise d'effet : 01/07/2026

## **Article 5. - Présentation des candidatures**

### **5.1.-Documents à produire**

**Documents à fournir à l'appui de la candidature conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 9) portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique**

1. La lettre de candidature (DUME ou DC1 ou forme libre) dûment complétée.
2. La déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DUME ou DC2 ou forme libre) dûment complétée en fonction des modalités indiquées ci-après.
3. La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;

4. Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (forme libre) ;
5. Le ou les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (DUME ou DC2 ou forme libre)

**Capacité techniques et professionnelles :**

- a) Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- b) Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- c) Des certificats de qualification professionnelle mentionnés ci-dessous établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;

**Moyens humains :**

- d) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

**Capacité économique et financière :**

- e) Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- f) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (voir DC2 ou DUME) ;
- g) Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

**Démarche QSE (Qualité – Sécurité – Environnement)**

- h) Des certificats mentionnés ci-dessous établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;
  - ISO 9001
  - ISO 14001
  - ISO 45001
  - MASE
- i) L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les

renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie, le cas échéant, pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En application de l'article R 2144-2 du code de la commande publique il pourra être demandé aux entreprises dont la candidature est incomplète, de fournir les justificatifs manquants dans un délai précisé par le pouvoir adjudicateur. Ce délai ne pourra pas être supérieur à 5 jours calendaires à compter de la date d'envoi de la demande, transmise par tout moyen permettant d'en constater la validité. La personne publique pourra également demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

**Remarques si recours à la sous-traitance ou à la constitution de groupements :**

Pour chaque sous-traitant présenté avec l'offre, le candidat devra joindre :

- Le projet d'acte spécial de sous-traitance (DC4) signé par l'entreprise et le sous-traitant ;
- L'attestation d'assurance en cours de validité du sous-traitant ;
- Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant comme précisé ci-dessus.

En cas de réponse sous forme de groupement, l'ensemble des documents demandés ci-dessus sera fourni par chacun des membres du groupement.

**Les documents doivent être transmis sous un format non modifiable. L'acte d'engagement doit être signé\*.**

**Documents à fournir par le candidat retenu uniquement**

Le candidat retenu, ayant produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics et qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire, dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de la date d'envoi de la demande par la personne publique, transmise par tout moyen permettant d'en constater la validité, les pièces et attestations suivantes :

- Pour les candidats établis en France, l'un des documents listés à l'article D 8222-5-2° du code du travail (article D 8222-7-1°-a pour les candidats établis à l'étranger) ;
- Une attestation de déclarations sociales (formulaire URSSAF relatif aux déclarations sociales et intitulé « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales ») datant de moins de six mois par rapport à la date de la demande ;
- L'attestation justifiant de la régularité de la situation du candidat eu égard à ses obligations fiscales (attestation DDFIP).

**Passé ce délai, la demande sera faite auprès du candidat classé n°2 et ainsi de suite.**

**Documents récupérables sur « PLACE » :**

Les candidats ayant répondu via la plateforme PLACE [https:// www.marches-publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr) ou y disposant d'un compte ne sont pas tenus de fournir les certificats suivants, ces derniers pouvant être obtenus directement par la personne publique via ce dispositif :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements correspondant aux impôts



mentionnés au II de l'article 1 ;

- Le certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale mentionné au I de l'article 2 délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Le certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévu au I de l'article 2 délivré par la mutuelle sociale agricole ;
- Le certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme Pro BTP ;
- Le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés mentionné au IV de l'article 2

Toutefois, si le document justificatif n'est pas disponible dans PLACE, l'attributaire pressenti devra le produire à la demande de l'acheteur dans les conditions mentionnées ci-dessus à l'article « Documents à fournir par le candidat retenu uniquement »

## **5.2.-Documents et renseignements disponibles par voie électronique et/ou déjà transmis précédemment**

### **Documents et renseignements du candidat disponibles par voie électronique**

Les documents et renseignements listés dans les rubriques « Documents à fournir à l'appui de la candidature » et « Documents à fournir par le candidat retenu uniquement » ne seront pas à fournir si le candidat indique dans réponse :

- Le(s) site(s) Internet officiel(s) ou l'(es) espace(s) de stockage numérique sur le(s)quel(s) il est possible d'obtenir ces informations
- Les modalités d'accès à ces informations (adresse électronique, mot de passe etc....)

L'accès à ces informations devra être gratuit pour le pouvoir adjudicateur.

Si la consultation n'est pas possible (problème technique, information indisponible ou non lisible), le pouvoir adjudicateur pourra demander au candidat les documents et renseignements selon les modalités prévues dans les rubriques ci-dessus.

### **Documents et renseignements déjà fournis dans le cadre d'une précédente consultation**

Par ailleurs, le candidat pourra mentionner dans sa réponse les références d'une consultation antérieure lancée par le CHU de Poitiers et à l'occasion de laquelle le candidat a déjà fourni les pièces toujours en cours de validité. Dans ce cas, les pièces ne seront pas à fournir par le candidat.

La référence devra comporter le numéro de procédure (sous la forme XXSXXX) et l'objet de la procédure.

S'il s'avère que ces documents et renseignements ne sont pas adéquats ou ne sont plus valables, ces derniers seront à fournir selon les modalités prévues dans les rubriques ci-dessus.

## **5.3.-Langue de rédaction des propositions**

La réponse et les propositions doivent être rédigées en langue française.

Conformément à l'article R 2143-16 du code de la commande publique, si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

## **5.4.-Unité monétaire**

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

## 5.5.-Visite de site au stade de dépôt des candidatures

Sans objet.

### Article 6. - Conditions d'envoi des propositions

#### 6.1.Date et heure limite de réception :

Les candidatures devront parvenir **avant la date et heure fixées en page de garde.**

Les candidats doivent impérativement **envoyer leur candidatures par voie dématérialisée sur la plateforme PLACE.**

**Toute candidature papier sera rejetée pour irrégularité** (sauf en application des dispositions fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, conformément à l'arrêté du 22/03/2019 – texte n°15).

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde **de sa réponse dématérialisée**. La copie de sauvegarde est une copie des fichiers de la réponse (éléments se rapportant à la candidature et éléments se rapportant à l'offre) destinée à se substituer, en cas d'anomalie, aux fichiers transmis par voie dématérialisée.

**La copie de sauvegarde doit être transmise à la Direction Constructions, Patrimoine et Transition Ecologique – Unité Marchés Budget – 2 rue de la Milétrie – CS 90577 – 86021 POITIERS CEDEX.**

Cependant, le candidat conserve la faculté d'envoyer par une autre voie (papier par exemple), les documents et pièces que le candidat ne peut matériellement transmettre en format électronique (par exemple : les échantillons, plan, esquisses, maquettes, catalogues...) et qui ne modifient pas les caractéristiques essentielles de l'offre.

#### 6.2.-Modalités de transmission électronique

En cas de plusieurs envois successifs, seulement le dernier envoi pourra être retenu. Si le candidat souhaite procéder à un rectificatif de dossier avant la date limite de remise des candidatures il doit transmettre un dossier complet.

### Article 7. - Jugement des candidatures

#### 7.1.Critère de jugement des candidatures :

Le jugement des candidatures sera effectué à partir des critères suivants :

1. Capacités techniques et professionnelles - 35 points
  - Compétences techniques (certificats, qualifications, habilitations).
  - Certifications éventuelles (ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001, MASE, etc.) ;
2. Moyens humains – 35 points
3. Capacité économique et financière – 30 points
  - Chiffre d'affaires lié à des prestations similaires ;
  - Attestations d'assurances adaptées au marché.

## Article 8. Variantes phase offres

### 8.1. Variantes à l'initiative des candidats autorisés à présenter une offre

Les candidats peuvent proposer, conformément aux articles R. 2151-8 à R 2151-11 du code de la commande publique, une offre comportant des variantes. Ces propositions variantes ne peuvent porter que sur les aspects suivants :

- **financiers** : prestation en plus et/ou moins-value...
- **techniques** : conception technique différente, utilisation d'équipements innovants, caractéristiques environnementales mises en œuvre pour la réalisation des travaux.

Les propositions de variantes doivent faire l'objet d'une présentation distincte de l'offre de base, par duplication des documents joints au dossier de consultation :

- Un acte d'engagement ;
- Les tableaux d'offre avec la mention variante ;
- L'ensemble des pièces composant le dossier technique afférent à cette variante.

Les avantages et les inconvénients de la proposition variante par rapport à l'offre de base doivent être clairement exprimés.

Les candidats qui présenteront des offres proposant une variante sont également tenus de présenter une offre de base conforme à la solution exigée dans les documents de consultation.

L'analyse des offres intégrera uniquement l'(es) variante(s) retenue(s) par le CHU ou les variantes nécessaires afin de comparer les propositions sur la base d'une configuration identique.

### 8.2. Variantes à l'initiative de la personne publique en phase offres

La variante ci-après devra être proposée par le candidat :

- **Variante n° 1** : Variante 1 (V1) avec la modification du seuil du prix unitaire des pièces incluses dans le P2 à 1 200 € HT.

Cette variante doit obligatoirement être présentée par le candidat sous peine de rejet de son offre. Elle pourra être retenue par le pouvoir adjudicateur à l'issue de la consultation.

Les propositions variantes doivent faire l'objet d'une présentation distincte de l'offre de base, par duplication des documents joints au dossier de consultation :

- Un acte d'engagement ;
- Les tableaux d'offre avec la mention variante ;
- L'ensemble des pièces composant le dossier technique afférent à cette variante.

## Article 9. Renseignements complémentaires

**L'espace d'échanges sécurisé du portail « PLACE » doit être utilisé pour poser une question au pouvoir adjudicateur.**

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats identifiés ayant été destinataires du dossier. En cas de problème de téléchargement du DCE ou de mise en ligne d'un dossier électronique, il convient de s'adresser à la hotline entreprises de la plateforme.

Un guide d'utilisation est téléchargeable en ligne :

## **Article 10. Notification électronique**

Le C.H.U. de Poitiers notifie ses marchés publics par voie électronique uniquement. L'attributaire sera invité par mail à retirer le marché sur la plateforme d'échanges électroniques « PLACE ». La date de notification correspondra à la date de retrait.

L'utilisation de la plateforme ne nécessite aucun enregistrement préalable et n'occasionne aucune dépense supplémentaire pour l'attributaire d'un marché. Seul un accès Internet est nécessaire.

## **Article 11. Voies de recours**

En cas de litige, les parties tentent de parvenir à un accord amiable.

En l'absence d'accord amiable, le tribunal territorialement compétent est :

### **Tribunal Administratif de Poitiers**

15 rue de Blossac BP 541  
86020 POITIERS CEDEX  
Tél : 0549607919  
Télécopie : 0549606809  
Courriel : [greffe.ta-poitiers@juradm.fr](mailto:greffe.ta-poitiers@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

### **Tribunal Administratif de Poitiers**

15 rue de Blossac BP 541  
86000 POITIERS CEDEX  
Tél : 0549607919  
Télécopie : 0549606809  
Courriel : [greffe.ta-poitiers@juradm.fr](mailto:greffe.ta-poitiers@juradm.fr)